



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale de la  
protection des populations

Service prévention des risques  
environnementaux

IC n° 2004/3123  
GIDIC : 0522-02022  
MTB

**ARRÊTÉ MODIFICATIF**  
**portant autorisation environnementale**  
**d'une installation classée pour la protection de l'environnement**

Le préfet des Côtes d'Armor

- VU** le code de l'environnement et ses annexes ;
- VU** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 modifié fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 08 janvier 2013, modifié le 26 août 2014, autorisant le G.A.E.C. des Peupliers à exploiter au lieu-dit « Califournie » à Lannebert, un élevage porcin de 3 210 emplacements de porcs de plus de 30 kg et de 3 210 animaux équivalents ;
- VU** la demande présentée le 11 septembre 2018 et complétée le 24 mai 2019, par le G.A.E.C. des Peupliers dont le siège social est situé au lieu-dit « Traou Goaziou » à Lannebert, en vue d'effectuer à Lannebert au lieu-dit « Califournie » ;
- une augmentation du nombre de places en porcs charcutier sur le site de "Califournie" qui doit comprendre après projet 3 590 places animaux équivalents, une augmentation de la production en post sevrage et la mise à jour de la gestion des déjections avec ajout d'un prêteur de terre ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 4 octobre 2019 ;
- VU** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 18 octobre 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le projet consiste à une extension de l'élevage, qu'il ne prévoit aucune construction maintenant les bâtiments à moins de 100 mètres des tiers et à moins de 35 mètres des points d'eau ;

**CONSIDÉRANT** que les lisiers doivent être gérés en grande partie via la station complète et que la demande avec ses avenants est jugée conforme ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d'autorisation déposée après le 30 juin 2017, a été instruite selon les dispositions législatives et réglementaires de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ;

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor ,

**ARRÊTE :**

**Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

L'arrêté préfectoral du 26 août 2014 est abrogé.

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2013 sont modifiées comme suit :

«1. 1. - Le G.A.E.C. des Peupliers, ci après dénommé l'éleveur, dont le siège social est situé au lieu-dit «Traou Goaziou » à Lannebert est autorisé à exploiter à Lannebert au lieu-dit «Califournie » , à moins de 35 mètres du forage et à moins de 100 mètres des tiers, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, un élevage porcin, dont la capacité maximale est de 3 590 emplacements de porcs en production.

1. 2. - Nature des installations

1. 2. 1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC ,	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité de volume autorisé
3660	b)	A	Élevage intensif	Élevage de porcs	Nombre total d'em- placements	b) > 2000	1 place = 1 emplacement	3590	emplace- ments

A (autorisation); E (enregistrement); DC (déclaration en contrôle périodique); D (déclaration); NC (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

1. 2. 2. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et section suivantes :

Commune	Type d'élevage	Section	Parcelles
LANNEBERT	Porcin	ZC	25, 26 et 29

1. 2. 3. - Effectifs autorisés

Type de production	Places animaux équivalents	Effectif maximum en présence simultanée	Effectif moyen annuel (truies, verrats, cochettes saillies) ou production annuelle (porcelets, porcs charcutiers et cochettes non saillies)
Porcs charcutiers (> 30 kg)	3590	3590	11600

1. 2. 4. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur".

## Article 2 : Prescriptions MTD

Les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2013 sont modifiées comme suit :

«Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de porcs : b) Avec plus de 2000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg)	3660	6. 6 b)	Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau ».

## Article 3 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de porcs

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2013 sont modifiées comme suit :

### « 3. 1. - Répartition de l'élevage :

Conformément aux plans et données techniques annexés à la demande, l'élevage est composé de :

- ☐ une unité de traitement des lisiers comprenant :
  - une séparation de phase en tête (produisant deux coproduits ci-après dénommés « lisier centrifugé » et « résidus organiques ») ;
  - un hangar de stockage du résidu organique ;
  - un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
  - une séparation du lisier centrifugé traité par décantation secondaire des boues (produisant deux coproduits ci-après dénommés « lisier centrifugé traité décanté » et « effluent épuré ») ;
  - une fosse de stockage du lisier centrifugé traité décanté ;
  - une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement doit traiter la totalité du lisier produit annuellement par le site d'élevage de « Califournie » ci-dessus, à savoir : 4896 m<sup>3</sup> de lisier brut correspondant à 30 160 kg d'azote organique.

### 3. 2. - Effectifs

Les porcs qui ne sont pas engraisés dans l'élevage doivent faire l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement, ...). Si l'exploitant fait engraisser des porcs à façon, il doit s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

### 3. 3. - Alimentation biphase

3. 3. 1. - L'alimentation biphase doit être maintenue en place à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

3. 3. 2. - L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspecteur des installations les justificatifs des aliments distribués (factures, ...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents doivent être conservés pendant cinq ans.

### 3. 4. - Sécurité

3. 4. 1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

3. 4. 2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

3. 4. 3. - L'exploitation doit disposer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m<sup>3</sup> équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m<sup>2</sup> au moins accessible en tous temps et en toutes circonstances.

3. 4. 4. - A défaut de disposer de moyens suffisants de lutte contre l'incendie implantés à moins de 200 m au plus du risque ou d'un avis favorable des services d'incendie et de secours sur les moyens alternatifs de lutte contre l'incendie proposés par l'exploitant, celui-ci doit mettre en œuvre une réserve d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction d'un sinistre ».

## **Article 4 : Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers**

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2013 sont modifiées comme suit :

"4. 1. - Les inspecteurs des installations classées ont constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

4. 2. - Aux fins de suivi du fonctionnement de l'installation, sont placés :

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier centrifugé produit;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans la centrifugeuse ;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier centrifugé entrant dans le réacteur biologique ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume du lisier centrifugé traité décanté produit.
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le volume de lisier brut restant à épandre ;
- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

4. 3. - Une alarme visuelle ou sonore doit être installée pour prévenir l'exploitant en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

4. 4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières sont effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole doit être communiquée au service des installations classées.

### 4. 5. - Débits et flux de pollutions

4. 5. 1. - entrant dans la centrifugeuse

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux journalier maximal
Volume	4896 m <sup>3</sup>	13, 4 m <sup>3</sup>	16, 1 m <sup>3</sup>
UN Global	30160 kg	82, 6 kg	99, 1 kg
UP 205	16820 kg	46, 1 kg	56, 3 kg
UK20	18444 kg	50, 5 kg	60, 6 kg

#### 4. 5. 2. - entrant dans le réacteur biologique

Lisier centrifugé	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux journalier maximal
Volume	3766 m <sup>3</sup>	10, 3 m <sup>3</sup>	12, 4 m <sup>3</sup>
UN Global	19850 kg	54, 4 kg	65, 3 kg
UP 205	2875 kg	7, 9 kg	9, 5 kg
UK20	15677 kg	42, 9 kg	51, 5 kg

#### 4. 6. - Débits et flux de pollution relatifs aux coproduits

##### 4 . 6. 2. - coproduits brut à transférer

Résidus organiques à exporter	Flux annuel	Flux journalier moyen
Tonnage	490 t	1, 3 t
UN Global	6937 kg	19 kg
UP205	13456 kg	36, 9 kg
UK20	2767 kg	7, 6 kg

##### 4. 6. 3. - Coproduits à épandre

Lisier filtré non traité épandu	Flux annuel
Volume	640 m <sup>3</sup>
UN Global	3373 kg
UP205	489 kg
UK20	2277 kg

Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	2802 m <sup>3</sup>	7, 7 m <sup>3</sup>
UN Global	700 kg	1, 9 kg
UP205	981 kg	2, 7 kg
UK20	12542 kg	34, 4 kg

Lisier traité décanté à épandre	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	700 m <sup>3</sup>	1, 9 m <sup>3</sup>
UN Global	5254 kg	14, 4 kg
UP205	1895 kg	5, 2 kg
UK20	3135 kg	8, 6 kg

#### 4. 7. - Autosurveillance

#### 4. 7. 1. - suivi

On entend par « autosurveillance », la surveillance réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. A la demande de l'inspection, l'exploitant est tenu de fournir toutes les données gérées et détenues par l'assistance technique et si nécessaire les faire imprimer sur support papier ou sous un support numérique le cas échéant.

L'exploitant doit procéder quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement;
- relevé du volume de lisier brut entrant dans la centrifugeuse;
- relevé du volume de lisier brut centrifugé entrant dans le réacteur;

L'exploitant doit procéder hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de lisier centrifugé non traité par le réacteur;
- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume de lisier centrifugé traité décanté produit;
- relevé du volume d'effluent épuré produit;
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche de diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase, ....).

Si l'exploitant a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'exploitant.

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de "mise en charge"), des tests rapides  $\text{NH}_4/\text{NO}_3$  sont réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire est suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats de tests rapides sont consignés par l'exploitant sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement doit y être mentionnée. Ce cahier est tenu à disposition du service des installations classées.

#### 4. 7. 2. - Bilan de l'autosurveillance

Un bilan annuel de l'autosurveillance est réalisée par l'exploitant lui-même ou par plusieurs prestataires techniques selon le choix de l'exploitant. Cette validation de l'autosurveillance consiste à :

- effectuer un contrôle de l'étanchéité et de l'intégrité de la totalité des ouvrages de stockage et de traitement des vannes, canalisations aériennes ou enterrées;
- effectuer un contrôle des débitmètres à l'aide d'un débitmètre à effet Doppler ou par contrôle des niveaux de marnage en fosse;
- effectuer un contrôle de fonctionnement des alarmes de la station de traitement et du dispositif d'irrigation;
- effectuer un contrôle de fonctionnement et de l'intégrité du dispositif d'irrigation;
- produire une synthèse annuelle du fonctionnement de la station à partir des bilans matières et des analyses réalisées.

Les rapports des organismes tiers détaillant les points contrôlés, les conclusions de cette autosurveillance et les opérations éventuelles de maintenance sont conservés par l'exploitant.

#### 4. 8. - Assistance technique

Si l'exploitant a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'exploitant.

#### 4. 9 - Autosurveillance : bilan matière

4. 9. 1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'exploitant doit procéder ou faire procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprend au moins :

- un bilan des volumes du lisier brut entrant dans la centrifugeuse;



- un bilan des volumes du lisier brut centrifugé entrant dans le réacteur biologique;
- un bilan des volumes du lisier brut restant à épandre;
- un bilan des volumes des différents coproduits;
- une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K20). L'échantillon est représentatif du lisier (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses);
- une analyse du lisier centrifugé (MES, NK, Pt, K20);
- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K20). L'échantillon est prélevé dans le tas de stockage de résidus;
- une analyse du lisier centrifugé traité décanté (MES, NK, Pt, K20). L'échantillon est prélevé dans la fosse de stockage;
- une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K20). L'échantillon est prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent;

Les analyses sont réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement.

Les échantillons prélevés sont représentatifs de la masse globale à analyser. Ils sont effectués après brassage ou mélange de plusieurs prélèvements élémentaires. Les échantillons constitués sont réfrigérés et acheminés au laboratoire sous 48 heures au maximum.

Les bilans sont adressés bimestriellement par l'exploitant au service des installations classées. Ils sont annexés au cahier d'exploitation ».

#### **Article 5 : Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des coproduits et lisiers bruts**

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2013 sont modifiées comme suit :

"5. 1. - Les lisiers bruts porcins sont stockés dans des pré-fosses d'un volume de 2211 m<sup>3</sup> avant traitement.

5. 2. - Les lisiers filtrés sont stockés dans une fosse d'un volume total de 1000 m<sup>3</sup>.

5. 3. - Les lisiers traités décantés sont stockés dans une fosse d'un volume total de 970 m<sup>3</sup>.

5. 4. - Les résidus organiques sont stockés dans un hangar couvrir d'une surface totale de 70 m<sup>2</sup>.

5. 5. - L'effluent épuré est stocké dans une lagune de 3800 m<sup>3</sup>.

5. 6. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, lisiers centrifugés, lisier centrifugé traité décanté, effluent épuré) et le réacteur biologique de 590 m<sup>3</sup> doivent être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

• l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins;

5. 7. - L'effluent épuré est utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls);
- la pression doit être basse (2, 5 bars maximum en sortie de buse).

L'exploitant est tenu d'installer et d'assurer le fonctionnement de dispositifs d'arrêt automatique de sécurité au niveau du système d'irrigation de l'effluent épuré.

5. 8. - Les épandages de lisiers bruts et de coproduits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré sont consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe du présent arrêté. Ce cahier d'épandage est annexé au cahier d'exploitation.

5. 9. - Pour les coproduits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement est tenu par l'exploitant mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement sont annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise n'est pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants ou de sa rupture, l'exploitant doit trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

5. 10. - Le transport des lisiers bruts, des coproduits et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements. Tous ces transferts sont consignés sur le cahier d'épandage".

## **Article 6 : Prescription en matière de mise en service et dysfonctionnements de l'unité de traitement**

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2013 sont modifiées comme suit :

"6. 1. - L'unité de traitement est déjà construite et en fonctionnement en ce qui concerne le réacteur biologique.

6. 2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier est stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées est immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des coproduits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage sont réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage".

## **Article 7 : Prescriptions particulières relatives aux puits et forages existants**

Les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2013 sont modifiées comme suit :

« L'exploitant est autorisé à prélever par forage prévu sur la parcelle cadastrée section ZC n° 25. L'eau prélevée est destinée à titre principal à l'abreuvement des animaux.

Ce forage doit par ailleurs, répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

- - Les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête de forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m<sup>2</sup> minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage.
- - Un dispositif de comptage horaire ou volumétrique doit être installé.
- - un registre d'enregistrement des prélèvements doit être tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Les volumes prélevés y sont enregistrés à minima deux fois/an au 31 mars et au 1er novembre.
- - Un disconnecteur doit être installé si l'installation est raccordée à un réseau public, sauf si un dispositif de séparation physique entre les deux réseaux existe.

Un prélèvement d'eau provenant de ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures (en zone littorale uniquement), ammoniac, nitrates et bactériologie (E. Coli et Entérocoques). Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées ».

## **Article 8 : Prescriptions particulières relatives à la remise en état**

Les dispositions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2013 sont modifiées comme suit :

« L'arrêt du bâtiment engraissement numéroté 2 dans les plans et mémoires annexés à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 08 janvier 2013, pour 614 places sur le site «Califournie » à L'ANNEBERT est effectif.

L'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possibles enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

L'exploitant veille à ce que le bâtiment ne se dégrade pas et à ce que les toitures gardent leur intégrité et leur étanchéité. S'il ne peut y recourir, le bâtiment doit être déconstruit ».



## Article 9 : Dispositions communes

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

## Article 10 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Lannebert pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Lannebert pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant quatre mois.

## Article 11 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application "télérécours citoyens" accessible sur le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

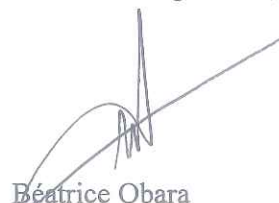
## Article 12 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, la sous-préfète de Guingamp, le maire de Lannebert et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le

**24 OCT. 2019**

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,



Béatrice Obara

